

En Israël : ceux qui s'opposent à la guerre

Le carnage à Gaza, les Israéliens l'appelle la « guerre de vengeance ». Cela décrit exactement la situation depuis l'attaque de la branche militaire du Hamas dans le sud d'Israël le 7 octobre. Mais la vengeance, comme la colère, est mauvaise conseillère.

Sur le coup de la sidération qui a pris à la gorge tous les Israéliens le 7 octobre, la population (à de très rares exceptions) avait le réflexe qu'il fallait « en finir » avec le Hamas et écraser Gaza une fois pour toute, une réaction qui n'avait rien d'étonnant. Mais au fur et à mesure que les jours sont passés, il y en a qui commençaient à écouter la raison plutôt que leurs émotions. Dès le 9 octobre (le surlendemain de l'attaque), un éditorial dans le journal *Ha'aretz* a vilipendé l'arrogance israélienne vis-à-vis des Palestiniens. Ce papier a ouvert le bal à une cascade d'articles critiquant vertement l'attitude de Netanyahu et les chefs militaires. Ils n'étaient pas des entrefilets perdus dans les pages intérieures du journal, mais carrément des éditoriaux, quand ce n'était pas à la une, et ceci tous les jours depuis le début octobre. Il faut savoir que *Ha'aretz*, quotidien de centre-gauche, est le journal de référence en Israël (deuxième en nombre de lecteurs), un peu comme *Le Monde* en France. Outre les civils tués, blessés, pris en otage ou sans abris, des milliers de familles ont été déplacées des communes près de Gaza vers d'autres régions du pays. Mais il y avait des laissés pour compte pour qui les autorités n'avaient proposé aucune solution. Ces derniers ont fini par trouver refuge dans le désert du Néguev... accueillis par des Bédouins, une minorité arabe elle-même délaissée par le gouvernement.

Et pendant ces jours terribles où les pressions pesaient très fort sur les Israéliens progressistes – ceux qui ne hurlaient pas avec les loups – des militants de « Debout Ensemble » (association anticolonialiste regroupant des jeunes Juifs et Arabes) collaient des affiches à Haïfa et à Jérusalem pour rappeler aux passants que « Seule la paix peut apporter la sécurité ». S'en sont suivi des manifestations – interdites ou à peine tolérées – qui réclamaient la libération des otages israéliens. Mais pas à la manière de Netanyahu ou du ministre de la Défense qui traitait les Gazaouis « d'animaux humains ». Ces manifestations, tout au long du mois d'octobre et dans la première moitié de novembre, mettaient de l'avant la solution pacifique proposée par la résistance palestinienne : la libération des otages israéliens contre celle des prisonniers politiques palestiniens. Nul besoin d'une guerre pour cela : un accord élaboré à la table de négociations suffirait. Des banderoles étaient explicites : « cessez-le-feu, échange de prisonniers, halte au massacre ». Maintenant il est question de libérer certains otages... contre seulement un cessez-le-feu temporaire de quelques jours. On est loin de la perspective d'un armistice sans conditions.

Autant le mot d'ordre pour un cessez-le-feu inconditionnel est minoritaire dans le pays, autant l'angoisse pour les civils disparus et les otages retenus à Gaza est universellement partagée. Les personnes concernées ont créé le « Forum des otages et des familles disparues ». Cette association, survenue du jour au lendemain dans cette période de crise, pèse désormais de tout son poids et représente une pression lourde sur le gouvernement. Au lendemain du 7 octobre l'ambiance générale était « on va les écraser, ces terroristes ». Trois semaines plus tard, avant le début de l'offensive terrestre de Tsahal, un sondage publié par *Maariv* (journal de droite) révèle que seulement 29 % des Israéliens – moins d'un tiers de la population – étaient favorable à une intervention militaire sur le terrain pour essayer de libérer les otages. Depuis, une quarantaine d'otages ont été tués... par les bombardements israéliens.

Pour couronner le tout, l'effort de guerre coûte 1 milliard de shekels (plus de 250 millions d'euros) tous les jours aux contribuables israéliens, sans parler des emplois perdus suite aux destructions à Sdérot, Ashkelon, Ashdod, etc. Le tourisme, une des principales industries du pays et première source de devises étrangères, s'est complètement effondré entre les destructions au sud, les tirs des missiles du Hezbollah à la frontière nord et les bruits de bottes partout au pays. Cette guerre a arraché les salariés de leurs entreprises pour les mobiliser dans l'armée de réserve. La valeur du shekel a plongé, les investissements étrangers sont gelés et l'économie est au ralenti. Quant aux hôtels, ils sont désormais pleins à craquer. Pas de touristes, mais de réfugiés des communautés du sud dont les kibboutzim, les villages et des quartiers ont été ravagés par les combats. Donc aucun revenu de la manne touristique mais beaucoup de dépenses, le tout pris en charge par les contribuables. Personne en Israël n'est contente des choix de ce gouvernement dominé par l'extrême droite, tant sur le plan sécuritaire que sur le plan économique.

Benyamin Netanyahou est sans doute la personne la plus détestée en Israël aujourd'hui. Son gouvernement tombera à la fin de la « guerre de Gaza » et monsieur le Premier ministre est destiné à la prison à l'issue des nombreux procès qui l'attendent pour corruption (il jouit de l'immunité parlementaire tant qu'il reste chef du gouvernement). C'est sans doute pour ça qu'il annonce un conflit « long ». La guerre qu'il impose aux Palestiniens est sa manière de s'offrir un sursis avant de purger la peine à laquelle il sera condamné. Rappelons qu'il n'a jamais réussi à mettre la Cour Suprême à sa botte, avec des manifestations monstres contre son projet de réforme de la justice qui ont duré presque un an avant que la branche armée de Hamas n'entre en action le 7 octobre.

Le 18 novembre des milliers d'Israéliens ont manifesté dans les rues de Jérusalem et de Tel-Aviv pour réclamer la libération des otages. Dans la foule des protestataires à Tel-Aviv, quelques revendications ont été avancées pour un cessez-le-feu immédiat, la levée du blocus de Gaza, la fin de l'occupation des territoires palestiniens et le respect des droits humains pour tous, Juifs et Arabes, de la Méditerranée au Jourdain. Encore une fois, l'ensemble de ces slogans ne reflète pas l'opinion majoritaire en Israël. Mais ça c'est passé dans les rues d'un pays en pleine guerre, avec un nombre record d'otages encore détenus et une extrême droite au pouvoir qui mène les Israéliens à leur perte, sans parler du sort peu enviable réservé aux Palestiniens. Ainsi va la « seule démocratie au Moyen Orient » (sic) en cette fin d'année 2023.

Richard Wagman
19/11/23